

## En conclusion : synthèse des interventions

Philippe Vallas<sup>1</sup>  
Bibliothèque nationale de France

---

En essayant de tirer une rapide synthèse des nombreuses interventions et discussions intervenues pendant cette riche journée, il m'a semblé que des éléments importants, qui faisaient souvent consensus, émergent assez nettement.

### 1. Les besoins de désacidification des collections

Les besoins de désacidification sont de mieux en mieux connus, grâce aux programmes internationaux comme « Papertreat », ou aux quelques enquêtes nationales déjà réalisées en Europe, comme « Papier acide » pour la Pologne, ou « Papertreat » pour la Slovénie. Ces besoins sont très importants (Thi-Phuong Nguyen parlait des deux tiers des collections publiées au XXe siècle), même si on les limite aux fonds dont le papier est encore solide, comme c'est maintenant la tendance dominante ; mais, et c'est une nouvelle réjouissante, ils n'augmentent plus, dans la mesure où l'utilisation de papier produit en milieu acide, encore très majoritaire dans les années 1980, s'est brusquement réduite à presque 0 % autour de 1995. Le papier acide n'est donc pas un problème éternel, il est historiquement daté et semble avoir une borne chronologique de fin comme il a une date de début. Ces enquêtes concordantes, utiles pour tous les pays, ne dispensent cependant pas d'affiner nos connaissances en systématisant les évaluations nationales d'état des collections, notamment pour la tranche chronologique 1960-1990 qui voit la fabrication du papier évoluer rapidement et radicalement.

Par ailleurs, un gros point d'interrogation subsiste pour le papier de presse, qui n'a sans doute pas connu la même évolution favorable, et pour le papier recyclé de plus en plus utilisé.

### 2. Efficacité prouvée des procédés de désacidification

Les **moyens** du traitement existent : Il ressort clairement des interventions que malgré le recul encore restreint, l'efficacité des procédés de désacidification modernes est désormais largement prouvée par de nombreuses études, qui concluent toutes à une multiplication par trois ou quatre au minimum de l'« espérance de vie » du papier ; celui-ci retrouve ainsi sa caractéristique originelle de support pérenne, sous réserve évidemment de conditions environnementales adéquates. De ce point de vue, la « soutenabilité » du traitement apparaît évidente, qui permet un répit de l'ordre de deux siècles.

### **3. La recherche : entre prospective et normalisation**

La **recherche** continue pour perfectionner les procédés, avec pour but principal d'obtenir un renforcement simultané du papier. Si cet axe de recherche déjà ancien n'a pas jusqu'ici enregistré de résultats probants, au niveau opérationnel du moins, cet aspect n'est sans doute pas essentiel dans la mesure où la désacidification est utilisée maintenant surtout de façon préventive ou à un stade peu avancé des dégradations.

Un autre axe important de la recherche est de prédire l'effet à long terme du procédé, pour répondre aux réticences de certains professionnels devant l'usage des produits chimiques. Là aussi on progresse, les protocoles de test, de vieillissement artificiel s'harmonisent et se « normalisent » progressivement.

### **4. La désacidification « en nombre » : un technique fiable et en expansion**

Apparu au début des années 1980, l'usage de procédés « industriels » de désacidification s'est largement répandu depuis une quinzaine d'années dans les bibliothèques et archives d'un grand nombre de pays d'Europe - notamment d'Europe centrale, on l'a vu aujourd'hui ; mais nous aurions pu inviter tout aussi bien des Espagnols, très actifs dans ce domaine, ou des collègues d'Amérique du Nord- ; ceci grâce à l'arrivée sur le marché de plusieurs sociétés privées dynamiques, qui proposent une gamme variée de procédés adaptés aux différents types de documents (volumes, feuilles) et ne nécessitant qu'un tri limité. Les méthodes de sélection, de contrôle et d'évaluation sont désormais au point. De plus en plus d'institutions prennent le « risque » d'utiliser ce traitement chimique, et l'argument d'attendre une amélioration des procédés ne paraît plus recevable pour justifier une politique attentiste.

### **5. Les traitements alternatifs**

Certes, des pays (et des institutions) importants n'utilisent pas la désacidification, et des solutions alternatives existent pour la conservation à long terme des documents en papier acide : conservation au froid, en atmosphère pauvre en oxygène ; le temps a malheureusement manqué pour en parler en détail. Ces procédés ont certainement aussi leurs inconvénients et n'ont été en tout cas que rarement employés jusqu'à présent ; ils mériteraient une comparaison précise de leur coût à long terme avec celui de la désacidification ; celle tentée par Thi-Phuong Nguyen leur semblait en tout cas défavorable. Au total, la non-utilisation de la désacidification semble généralement due maintenant à un manque de moyens ou/et à l'ignorance des possibilités actuelles de ce procédé.

### **6. Les coûts de la désacidification**

Les coûts des divers procédés ont été plusieurs fois évoqués, donnés généralement au kilogramme ; c'est bien là un critère fondamental, qui conditionne les politiques plus encore que la technique. Si l'on extrapole pour un livre « moyen » d'environ 500 g., on obtient un tarif tout compris d'environ 15 à 20 € TTC par document, ce qui fait de la désacidification un procédé nettement moins coûteux que les autres traitements dits « de masse », comme la reliure mécanisée ou la numérisation.

Etant donnée l'ampleur des besoins, la désacidification n'en nécessite pas moins, comme ces derniers, des budgets importants et surtout à reconduire sur de nombreuses années ; de fait, la différence des situations selon les pays se fait essentiellement en fonction de l'importance et surtout de la pérennité de la subvention publique, pour laquelle les programmes de numérisation exercent, au minimum, une forte concurrence. Dans ce domaine, les grandes institutions de Pologne et surtout de Suisse ont bénéficié de plus de constance que la BnF.

## **7. Mise en œuvre de programmes de désacidification et des politiques de conservation préventive**

La mise en œuvre des programmes importants de désacidification obéit semble-t-il à des modalités assez diverses, que ce soit pour la stratégie, le périmètre, ou le mode de préparation : Les trois exemples étrangers qui ont été exposés, qui correspondent à des politiques ambitieuses, présentent cependant des similarités frappantes : une impulsion étatique garantissant des budgets importants et pluriannuels ; la fédération des efforts d'établissements de grande taille, bibliothèques et archives ; surtout, l'activité de désacidification y est englobée dans un programme plus vaste de recherche scientifique (KUR, « Papier acide ») visant à lui conférer une efficacité et une légitimité maximales par une évaluation des besoins, moyens et résultats : évaluation de l'état des collections, réflexion poussée sur les modalités de sélection, le choix du procédé, le mode de contrôle immédiat et à long terme pour garantir une qualité constante des résultats, voire la « soutenabilité » économique ; on peut noter aussi qu'Allemands et Polonais utilisent simultanément deux procédés différents et complémentaires pour couvrir toute la gamme des documents à traiter (schématiquement : documents en feuilles des archives, documents en volumes des bibliothèques). Deux exemples nous ont cependant été donnés d'opérations à plus petite échelle (désacidification « systématique » et non de masse) sur des documents précieux déjà très dégradés, menées en complément de leur restauration.

Il semble donc que la place de la désacidification dans la politique de conservation soit désormais assez précisément et unanimement définie au sein des établissements utilisateurs : visant à empêcher la dégradation physique des documents produits dans les dernières décennies du « papier acide », elle s'intègre dans une politique de prévention en plein essor qu'elle contribue à mettre en place (notamment par les évaluations préalables de l'état des fonds), en complément et souvent en association avec d'autres mesures (surveillance environnementale) ou traitements (conditionnement, reproduction). Beaucoup plus que l'ignorance ou les arguments techniques, le principal obstacle à une plus grande expansion est désormais le coût important lié à l'évaluation précise des besoins et surtout à la masse des documents à traiter.

---

<sup>1</sup> Bibliothèque nationale de France, directeur-adjoint du département de la conservation  
[philippe.vallas@bnf.fr](mailto:philippe.vallas@bnf.fr)